SUITE À L'ENTRETIEN ACCORDÉ PAR MEDELCI À *ROUSSIA EL-YAOUM*

Algérie-Maroc, le dégel ?

Signe de rapprochement entre Alger et Rabat ? Dans l'interview accordée à la chaîne russe d'information internationale Roussia el-Yaoum en marge de sa visite effectuée en Russie et publiée mardi sur le site web de la chaîne, le ministre algérien des Affaires étrangères, Mourad Medelci, est plus que conciliant : l'Union du Maghreb arabe (UMA) est devenue plutôt une nécessité…

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - En réponse à une question relative à la poussée islamiste et la position de l'Algérie vis-à-vis des mouvements populaires dans plusieurs pays arabes ayant propulsé un gouvernement islamiste dans le royaume chérifien, entre autres, Medelci soulignera le respect de la volonté populaire et l'importance du voisin marocain dans les plans stratégiques du gouvernement algérien.

«L'Algérie a félicité le nouveau gouvernement. Il est vrai que aujourd'hui, c'est un gouvernement islamiste. Notre relation avec le Maroc transcende largement la conjoncture que traverse la région. Notre relation avec le Maroc est le fondement même de notre politique horizontale et stratégique, même si les problèmes de ces dernières années ont ralenti la coopération entre nos deux pays», a-t-il déclaré.

Il a de même rappelé les progrès réalisés dans le but de normaliser les relations entre les deux pays. «L'accord conclu il y a une année au plus haut niveau politique entre l'Algérie et le Maroc a relancé une nouvelle coopération bilatérale très large.» *Inch'Allah*, cette coopération portera ses fruits, pas seulement sur le plan politique mais aussi au niveau des populations.

D'autant que cette coopération concerne des secteurs sensibles pour les populations. C'est un nouvel épisode dans nos relations qui a précédé ce que les gens appellent «le printemps arabe». Or, ce printemps arabe va plutôt nous encourager à coopérer avec tous les pays de la région, le Maroc compris», a-t-il ajouté.

Photo : Samir Sid.

Mourad Medelci.

«Nos régimes se sont rapprochés petit à petit autour d'un projet républicain clair»

Est-ce que cela veut dire que les frontières seront bientôt ouvertes, s'interroge-t-on ? Et au ministre Medelci de répliquer : «Vous, vous comprenez suivant votre vision des choses mais nous, nous espérons trouver une solution à tous les problèmes avec le Maroc frère. Et ce sera, *Inch'Allah*, dans un avenir que conditionnent les conjonctures et en fonction de notre volonté d'amorcer une relance solide et transparente dans l'intérêt des deux peuples.» C'est que l'intégration régionale est devenue, aux yeux de Mourad Medelci, plutôt une nécessité. Selon le ministre des Affaires étrangères, l'Union du Maghreb arabe (UMA) est l'espoir même des peuples de la région. «C'est l'espoir de tous les Maghrébins sans exception, peuples et gouvernements. Et, quelles que soient les raisons, les progrès enregistrés jusqu'ici sont insuffisants et loin d'être satisfaisants», a-t-il regretté. Il a néanmoins justifié ce retard qu'accuse le processus d'intégration en ces mots : «Peut-être à cause de la divergence des politiques économiques ou autres. L'Algérie, à titre d'exemple, a fonctionné pendant 20 ans avec un système centralisé où le secteur public avait un quasi-monopole des relations économiques et de la production. Cela au moment où le Maroc était ouvert et libéral. Ça posait un problème de coordination et de cohésion. Idem pour nos relations avec la Tunisie.»

Dans le même contexte, M. Medelci a souligné le rapprochement entre les régimes politiques suite aux évolutions dans la région. «Nous savons que les régimes étaient divergents sur le plan politique. Cependant, et après certains changements et le printemps arabe, ces régimes se sont rapprochés petit à petit autour d'un projet républicain clair. Nous espérons ainsi que le rapprochement économique en plus du progrès réalisé sur le plan politique vont booster davantage toutes les parties à aller de l'avant et de manière continue et concrète. Ce rêve que nous caressons depuis longtemps est aujourd'hui une nécessité. Nous ne pouvons ignorer cette richesse faite de liens religieux, linguistique et économique et passer outre ce potentiel qui constitue un atout dans notre coopération avec les Européens surtout.»

L. H.

LE PARLEMENT EUROPÉEN MET FIN À L'ACCORD DE PÊCHE AVEC LE MAROC

Le tournant, un vote majeur

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Victoire éclatante du peuple sahraoui, consécration de la législation internationale et reconnaissance, de facto, du droit du peuple des Ténèbres à l'autodétermination : le vote des Eurodéputés fera, c'est certain, date dans le long chemin des Sahraouis vers l'indépendance. 544 Eurodéputés, le vote est transnational, il a recoupé toutes les familles politiques, ont sommé la Commission européenne d'abroger les accords de pêche avec le Maroc à partir d'hier.

Les législateurs des 27 motivent en plus leur décision. Les députés soutiennent le rapport original de Carl Haglund qui appelle le Parlement à «ne pas prolonger les dispositions actuelles du traité».

Le rapport Haglund, relevons-le, dit, en substance, sans nuances ceci : «L'exploitation excessive des espèces et le manque de preuves, en termes d'avantages, tirés des fonds européens, pour la population du Sahara occidental.»

Les Eurodéputés somment également la Commission, le gouvernement de l'UE en définitive de garantir que le nouveau traité respecte pleinement les lois internationales et soit avantageux pour toutes les parties, en particulier le peuple sahraoui.

Le protocole rejeté appliqué depuis février 2011 prend fin dès à présent.

Le Parlement européen attend donc de la Commission qu'elle avance les négociations sur un nouveau protocole. D'un mot, simplement, les Eurodéputés ordonnent à la Commission européenne et lui rappellent que Bruxelles est tenue d'appliquer le droit international. C'est un tournant historique. Majeur.

Beau cadeau de fin d'année pour le peuple des Ténèbres, aujourd'hui, affairé à Tifariti à organiser son congrès pour définir les prochaines étapes de sa lutte et élire ses instances dirigeantes.

A. M.

EN VISITE À LAGHOUAT

Le «double» discours de Bouteflika

Abdelaziz Bouteflika improvise et modifie, de façon substantielle, le contenu de son discours d'ouverture de l'année universitaire 2011-2012, principale étape de sa visite, hier mercredi, dans la wilaya de Laghouat.

De notre envoyé spécial à Laghouat, Kamel Amarni

Photo : New Press.

«Je ne suis pas venu ici pour discourir devant vous. Mais ce que j'ai vu comme réalisations en ville m'incite à m'autoriser à prendre la parole (...)». C'est par cette phrase que Bouteflika entamait son discours à l'Université de Laghouat. Mais qu'est-ce qui a donc incité le patron d'El Mouradia à revoir la teneur de son discours ? Mystère. Car si l'homme nous a habitués à des improvisations spectaculaires, il s'est agi, cette fois, d'une sorte d'«autocensure» ! En fait, il fait l'impasse sur toute une partie de son intervention, celle où il devait s'exprimer sur les questions politiques, nationales et internationales. La version écrite du discours présidentiel remise à la presse évoquait, en effet, l'actualité brûlante : «Incontestablement, le monde connaît des mutations majeures et que le monde arabe et islamique traverse des moments difficiles. L'Algérie, qui en fait partie, subit, bien sûr, l'influence de ce qui se passe autour d'elle, tout comme elle en influe.» Cette introduction faite, et toujours dans la même version écrite, Bouteflika enchaîne : «C'est dans ce contexte que l'Algérie a œuvré avec responsabilité et sincérité à réunir un climat favorable au lancement de réformes politiques, économiques et sociales, qui répondent aux aspirations de la société (...)». Avant de poursuivre : «Notre initiative sur les réformes et l'élargissement du dialogue était mue par notre envie d'introduire des changements au niveau de la législation régissant la vie politique, en vue de consolider le processus démocratique, l'équilibre des pouvoirs et les libertés collectives et individuelles.» Comme pour affirmer l'aspect irréversible du processus, notamment en excluant toute éventualité de procéder à une deuxième lecture des projets de loi sur les réformes, Bouteflika assène : «Les décisions prises dernièrement sont là pour prouver notre détermination à faire aboutir ces réformes (...). Sans doute, Bouteflika fait allusion, ici, à ses propres décisions prises lors des Conseils des ministres. Comme par exemple, l'introduction de l'article 4 de la loi sur les partis politiques qui exclut le FIS et ses membres de toute activité politique.

Imperturbable, Bouteflika poursuivra que «Dieu merci, l'Algérie se porte mieux, aujourd'hui, et l'on ne peut, en cette occasion, que louer les réalisations nombreuses et dans tous les domaines de cette dernière décennie». C'est cette dernière phrase qui caractérise systématiquement, l'approche des présidentielles. C'était le cas pour celle d'avril 2004, puis d'avril 2009...

«Oui pour un 4e mandat» fait son apparition !

Cette sortie à Laghouat de Bouteflika aura aussi été marquée par l'apparition de slogans appelant l'illustre invité de la wilaya à rempiler pour un... 4e mandat ! Des banderoles du genre ont dominé l'itinéraire du traditionnel bain de foule. Ce qui est tout sauf innocent lorsqu'on sait comment et qui organise la chose...

Par ailleurs, Bouteflika a tenu à marquer sa sortie à Laghouat par deux annonces fortes concernant les secteurs de l'université et de la santé.

C'est ainsi qu'il annonce sa décision de promouvoir au rang d'universités, les centres universitaires des huit wilayas : El Oued, Aïn Defla, Souk Ahras, Bouira, Khenchela, Ghardaïa, Bordj Bou Arréridj et El Tarf. Tout comme il charge les ministres de l'Enseignement supérieur et de la Santé d'entamer la réalisation des centres hospitalo-universitaires dans les wilayas du sud du pays.

K. A.